

-Infos Gaza 696 bis-

l'UNRWA en difficulté alors que la pauvreté augmente

mardi 11 février 2014 Une Palestinienne devant le siège de l'UNRWA en attente de sa ration



de nourriture que l'Office fournit aux habitants de Gaza - Photo : Reuters/Mohammed Salem

Ville de Gaza – « Veuillez noter qu'à partir du mois d'avril 2014, votre statut passera de « pauvreté absolue » à « pas pauvre » . Si vous recevez ce message, vous penserez sans doute que l'aide alimentaire de l'Office prendra bientôt fin

car, à ses yeux, vous n'êtes « plus pauvre. »

C'est ce qui est arrivé à Mohamed Jaber, 44 ans, habitant du camp de réfugiés de Bureij, au centre de Gaza et qui a six enfants et une épouse à sa charge.

En 2007, l'Autorité Palestinienne (AP) a cessé de lui payer son salaire.

Jaber raconte à *Al-Monitor* : « J'ai reçu ce message le 16 janvier 2014 à 9h. En me rendant au bureau de l'UNRWA de notre camp, j'ai été informé que leur aide alimentaire cessera au mois d'avril de cette année. »

C'est en effet depuis que son salaire versé par l'AP a été interrompu en 2007 qu'il a commencé à bénéficier d'une aide alimentaire supplémentaire, connue également comme le « coupon jaune. » Cependant, il y a deux ans, le coupon jaune est réduit à un « coupon simple » qui, à son tour, disparaîtra pour mettre fin à cette aide.

Jaber a ajouté que sa famille et lui ont vécu aux crochets de leurs voisins. Son fils qui a obtenu une excellente moyenne au baccalauréat est inscrit à l'université, ce qui veut dire qu'il est tenu de payer les frais de scolarité. « J'ai pris tous mes papiers et je me suis présenté à l'UNRWA pour me plaindre de la décision et pour leur prouver que je n'ai plus de salaire et que je suis sans emploi. Qu'est-ce qu'ils veulent que je fasse ? » s'est-il lamenté.

Hélas, le cas de Jaber n'est pas unique. Plusieurs seront affectés par l'imminente réduction. Agé de 29 ans, Anwar al-Maghribi vit dans la ville de Gaza et travaille comme chauffeur de taxi dans une entreprise locale. Il gagne 1200 shekels par mois (\$339), dont 600 vont pour le loyer et l'autre moitié pour les dépenses courantes de sa famille, composée d'une épouse et de deux filles. « Au mois d'octobre dernier, mon aide alimentaire a été suspendue. Je recevais une assistance qui comprenait une allocation mensuelle de 2 kg de lait, 12kg de sucre, un gros sac de farine, 4 bouteilles d'huile, 4 boîtes de conserve de viande et environ 6kg de riz, » a précisé Maghribi.

« Le blocus a considérablement ébranlé l'UNRWA, dont l'effet majeur reste l'effondrement du secteur privé et le nombre croissant des sans-emploi. La crise a tout particulièrement touché les travailleurs de l'industrie des tunnels, ainsi que ceux de certains secteurs à l'instar de la sidérurgie, de la métallurgie et de la menuiserie. De ce fait, ces nouveaux chômeurs se sont adressés à notre office à la recherche d'une assistance et de nouvelles possibilités d'emploi, chose qui dépasse les capacités de l'UNRWA. » a déclaré Abu Hasna responsable de L'UNRWA

Il a par ailleurs dévoilé que Gaza compte actuellement 833.000 réfugiés qui reçoivent une aide de l'UNRWA et que dans les deux prochains mois, ce chiffre grimpera jusqu'à 1 million de réfugiés. Au cours de ces trois dernières années, l'UNRWA a lancé plusieurs appels demandant des fonds supplémentaires destinés à soutenir Gaza et la Cisjordanie.

A l'instar d'Abu Hasna, l'analyste économique Muin Rajab s'est entretenu avec *Al-Monitor* au sujet du blocus qui a donné lieu à la suspension des projets de l'UNRWA impliquant la construction des écoles et des cliniques et qui nécessitent un budget solides et l'importation de matériaux de construction. Toutefois, l'analyste estime que « La raison principale de cette crise est la promesse non tenue des pays donateurs. En l'absence de cet argent, c'est toute la capacité de l'UNRWA à offrir des services qui est réduite et compromise. Bien évidemment, ces promesses ne sont pas contraignantes, il s'agit de contributions volontaires qui varient en quantité de temps en temps en raison de la crise économique mondiale et son impact sur l'Europe. »

Le 29 janvier dernier, dans une réunion avec des reporters dans son bureau à Gaza le directeur des opérations de l'UNRWA a souligné que le soutien financier pour l'UNRWA a certes augmenté, mais en parallèle, les coûts des projets ont flambé. Robert Turner a expliqué que les problèmes financiers de l'UNRWA touchent les pays donateurs et leurs priorités en matière d'aide. Les Etats-Unis, fait-il remarquer, sont le pays qui contribue le plus.

Turner a informé les reporters que le budget global annuel de l'UNRWA pour les réfugiés Palestiniens en Jordanie, en Syrie, au Liban, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza est estimé à \$650 millions, et que pour l'année en cours, le déficit est de \$65 millions. En outre, il ajouté que le budget alloué aux programmes d'urgence de l'UNRWA en Cisjordanie et à Gaza s'élève à \$300 millions, dont \$250 millions pour Gaza. Le budget envisage un déficit de \$20 millions.

Interrogé par *Al-Monitor* au sujet de la crise syrienne et son impact sur le soutien de l'UNRWA à Gaza, Turner a répondu : « La crise en Syrie a coûté \$6 milliards à la communauté internationale, ce qui représente le coût le plus élevé de l'histoire. Evidemment, cette situation a frappé le budget de l'UNRWA ici à Gaza. J'ajoute à cela la situation aux Philippines, au Mali et au Soudan qui a visiblement réduit la part de Gaza de l'aide internationale, car on estime que les Philippines et la Syrie sont plus touchées et leur besoin en aide est prioritaire. C'est pourquoi, nous devons à tout prix attirer plus de soutien et d'assistance. »



Asma al-Ghoul est journaliste et écrivain, du camp de réfugiés de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza.